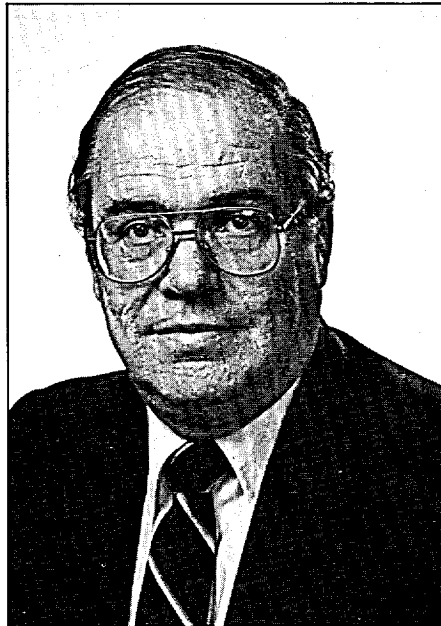


## □ ENTREVUE □

D. B. : Nous ne pouvons bien sûr exagérer notre importance à cet égard. Toutefois, le fait que nous soyons membre du Sommet, du Sommet économique, nous confère non seulement la capacité extraordinaire d'influencer les principaux pays européens (ainsi que les États-Unis et le Japon) en ce qui concerne les grandes questions économiques — qu'il s'agisse de mieux coordonner les économies des pays industrialisés, d'améliorer le commerce, d'assurer une plus grande flexibilité des taux de change, ou de promouvoir le développement économique du Tiers-monde — mais nous permet aussi de disposer d'une tribune unique pour nous entretenir des grandes questions politiques.

Le Canada a toujours considéré que la dimension multilatérale des affaires internationales est importante car, en tant que puissance moyenne notre alliance avec d'autres pays nous donne plus de force que si nous étions isolés. Et à mon avis, c'est un autre domaine dans lequel nous jouons un rôle puissant. Qu'il s'agisse de faire revivre des organisations comme les Nations Unies, le GATT ou l'OCDE, nous avons toujours estimé que notre réputation au sein de ces organisations internationales est d'une importance cruciale si nous voulons pouvoir influencer les grandes questions d'actualité.

Prenons, par exemple, l'Afrique du Sud. Comme en témoigne la visite qu'a récemment effectuée le Premier ministre au Zimbabwe et au Sénégal, la position du gouvernement à l'égard de l'Afrique du Sud démontre le rôle de leadership que le Canada peut essayer de jouer dans une région problématique comme l'ensemble de l'Afrique australe.



M. Derek Burney, sous-secrétaire d'état associé aux Affaires extérieures.

S. G. : *Que pensez-vous des nominations politiques ? (nonobstant la qualité et la compétence des personnes choisies).*

D. B. : C'est une question difficile. Il est vrai que nous avons eu plus d'affectations de gens provenant de l'extérieur ces deux dernières années que nous n'en avons eues autrefois durant des périodes similaires. Néanmoins, j'aimerais faire une distinction entre le principe de ces affectations et leur nombre.

En principe, tant sous cette administration que sous d'autres, d'excellents éléments de l'extérieur ont été nommés. Je ne pense pas que quiconque au sein du Service extérieur s'élèverait contre la nomination de personnes de haut calibre, notamment de personnes qui ajoutent un certain lustre à ce service que nous apprécions tant.

Nous sommes bien sûr préoccupés par le nombre de nominations externes,

du fait de la pression inévitable qui s'ensuit pour les personnes à l'extérieur. Ce n'est pas tant le principe mais le nombre qui me préoccupe et, comme tout membre de ce Ministère, je suis sensible à cette question.

S. G. : *Croyez-vous que cette pratique pourrait nuire au recrutement de candidats de valeur qui désormais pourraient entretenir des doutes sur leurs perspectives d'avenir au sein du Service extérieur ?*

D. B. : Je vois le problème, mais je crois qu'il faut l'envisager dans un contexte plus large : la taille du Ministère diminue, la pyramide se réduit. Compte tenu des restrictions imposées par le gouvernement, notre effectif global diminuera au cours des prochaines années. Nous avons fermé certaines de nos missions et réduit l'effectif à l'Administration centrale.

Dans une perspective plus vaste, il n'y aura plus autant de possibilités de devenir cadre. Il est donc évident que les pressions entraînées par les restrictions et l'accroissement des nominations externes susciteront préoccupations et frustrations chez les agents qui ont choisi de faire carrière. Je comprends leurs soucis, soucis auxquels je suis moi-même très sensible, mais je ne pense pas que le problème prenne des proportions inquiétantes. M. Taylor et moi-même faisons de notre mieux pour protéger la carrière de la façon que nous jugeons la plus appropriée, mais il y a des réalités que nous devons affronter et je dirais que les restrictions réduiront encore davantage les horizons qui nous avaient semblé sans limites dans les années 1960 et 1970. Les années 1980 et 1990 seront très différentes.